

Élections 2003

Fusions, défusions: Jean Charest persiste et signe >

Des maires défendent leur ville fusionnée page B3



La campagne pour les nuls

Pauline Marois au Resto Plateau page B2

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | JEUDI 20 MARS 2003



Chronique d'un conflit annoncé



DENIS LESSARD
ANALYSE

Elle était à nos portes, elle est arrivée. Prévus depuis des semaines, la guerre entre les États-Unis et l'Irak aura un impact immédiat sur la campagne électorale. Dès les premiers missiles, hier soir, nos politiciens ont été éjectés des écrans de télévision.

Quelle sera l'attitude des trois partis à l'endroit du conflit ? Faut-il l'ignorer, ou tenter de le récupérer, avec les risques importants de « dommages collatéraux » que l'opération comporte ? Les spécialistes sont perplexes. Jamais, sauf en 1939 et en 1952 (guerre de Corée), des élections générales au Québec n'avaient coïncidé avec un conflit majeur.

L'affrontement captera, sur-le-champ, l'attention des médias du monde entier. Mais pendant combien de temps ce conflit aussi important que lointain monopolisera-t-il celle des foyers québécois ? Ce n'est qu'avec cette réponse en poche que les généraux de la campagne électorale arrêteront leur plan de match. Dans l'entourage de Bernard Landry, on ne semblait pas trop inquiet des conséquences du conflit sur la tournée électorale.

La campagne péquiste prendra un temps d'arrêt — probablement une demi-journée — pour permettre de reconsidérer la stratégie. En fait, depuis quelques jours déjà, on a réduit le tempo au PQ, accordant de longues périodes de repos à M. Landry afin de lui éviter quelques montées de lait aussi imprévisibles que dévastatrices.

L'organisateur en chef, Pierre D'Amours, craignait surtout que M. Landry n'ait l'air de récupérer l'événement à son profit.

Ainsi, il insistait pour que la déclaration du premier ministre soit solennelle, en accord avec la gravité de l'événement. On a vite ressorti la recette adoptée le 11 septembre, une « cellule de crise » composée de fonctionnaires de choc. Une escouade d'opérette, dans les faits, avec sa poignée de mandarins qui, à l'interne, se demandent ce qu'ils font dans cette galère, et surtout, quel rôle ils pourraient jouer dans l'éventualité d'une guerre lointaine. Selon Claude Gauthier, spécialiste de CROP, M. Landry aurait davantage à répéter la performance de Lucien Bouchard durant le grand verglas de 1998, en offrant une présence rassurante tous les soirs aux bulletins d'information.

Mais pour les vétérans organisateurs, cette idée ne tient pas la route. Bien que médiatisé, le conflit en Irak n'aura pas du tout la même « proximité » que l'immense panne de courant d'août.

Chez les libéraux, le déclenchement de la guerre fait naître un problème déjà lancinant : le manque de temps.

Déjà courte, la campagne de 33 jours risque d'être amputée de quelques présentations du téléjournal, mobilisé par les images du combat. Proche des libéraux depuis longtemps, John Parisella, conseiller en communications, observe que les campagnes devront probablement se rabattre davantage sur les médias écrits. Et si la campagne marque un temps d'arrêt, il sera difficile pour tout le monde de repartir la machine, observe-t-il.

Mais il est clair que Jean Charest, qui avait déjà du rattrapage à faire, devra mettre les bouchées doubles. « Le problème, ce sera la manque de temps », résume Pierre Bibeau, l'organisateur libéral.

Un sondage Léger Marketing rendu public hier à TVA souligne que les Québécois misent davantage sur le gouvernement Landry en cette période d'insécurité. Le PLQ, tout autant que le PQ, est un parti avec une longue feuille de route, et il inspire tout autant la confiance que le gouvernement en place.

Autre problème pour Jean Charest, l'obligation qu'il a de presser le pas le condamnerait normalement à hausser le ton. Or il sera difficile pour lui de dramatiser la situation dans les hôpitaux québécois, quand on aura présenté, quelques instants plus tôt aux téléspectateurs, des images de la véritable « médecine de guerre ».

Selon Pierre Bibeau, le déclenchement du conflit peut avoir une toute autre conséquence. « Cela incitera peut-être les gens à se demander s'ils se sentent plus en sécurité au Canada que dans un éventuel Québec souverain », soutient-il.

Organisateur en chef de l'Action démocratique du Québec, Jacques Gauthier est catégorique : « L'impact de la guerre sur notre campagne sera nul ». La caravane de Mario Dumont ne modifiera pas son plan de match, les thèmes seront rendus publics comme prévu, et le tempo ne changera pas.

Aussi longtemps qu'il y aura des gens dans les casse-croûte et les centres commerciaux, Mario Dumont ira les rencontrer, explique l'adéquiste.

Hormis le stratège de l'ADQ, tous les observateurs s'entendent sur un point : le déclenchement d'un conflit et la période d'insécurité qui suivra ne sont pas de bon augure pour l'inexpérience Mario Dumont.



« Il se pourrait qu'une déclaration formelle soit faite au nom du gouvernement national du Québec et que des gestes symboliques soient faits », a déclaré Bernard Landry, ci-dessus au côté du ministre de la Santé, François Legault, à Québec.

La guerre chamboule la campagne

Landry souhaite que les trois partis puissent exprimer solennellement leur horreur face au conflit

PASCALE BRETON, MARIO CLOUTIER ET KARIM BENESEAIEH

LE PREMIER ministre Bernard Landry compte dénoncer à sa façon la guerre qui vient d'éclater en Irak en marquant une pause dans la présente campagne électorale pour témoigner solennellement de sa solidarité avec le peuple irakien et lancer un message de paix.

Quelques heures avant le déclenchement de cette guerre, M. Landry a aussi annoncé qu'une cellule de crise a été mise sur pied pour intervenir rapidement, comme au lendemain des attentats du 11 septembre. Un comité formé du secrétaire général du Conseil exécutif et des principaux sous-ministres concernés — santé, sécurité publique, justice — est en place depuis quelques jours.

« En gouvernement responsable, nous avons réuni les experts, comme nous l'avions fait en d'autres circonstances, pour assurer trois choses à la population du Québec : la sécurité physique, la sécurité économique et l'harmonie dans les relations interculturelles au cas où ce conflit aurait des répercussions dans les relations entre les diverses communautés vivant en harmonie au Québec actuellement. »

Au cours des prochaines heures, le Parti québécois souhaite rédiger une déclaration formelle et faire des gestes concrets d'appui aux Irakiens. Hier, les péquistes disaient espérer que les deux autres formations à l'Assemblée nationale appuient cette initiative, mais ni les libéraux ni les adéquistes n'avaient encore été joints en fin de journée.

Au lendemain des attentats du 11 septembre, le gouvernement du Québec avait aussi mis en place une cellule de crise pour informer et rassurer les Québécois. Deux cérémonies oecuméniques avaient aussi été organisées à Montréal et à Québec.

« Si jamais l'horreur éclate, nous aurons à accuser le coup d'une façon un peu plus formelle, avait indiqué M. Landry en après-midi hier. Il se pourrait qu'une déclaration formelle soit faite au nom du

gouvernement national du Québec et que des gestes symboliques — qui hélas, ne pourront pas d'être d'un secours immédiat aux victimes — soient faits. »

Visiblement ému, M. Landry disait alors espérer encore que la guerre ne se produise pas. « Je ne peux pas concevoir que du sang sera versé d'ici quelques heures et que des hommes et des femmes et des enfants vont mourir. Ce n'est pas acceptable », a-t-il lancé, tout en soutenant qu'il n'est pas question de stopper la présente campagne électorale.

Charest préoccupé

Le chef du Parti libéral, Jean Charest, a quant à lui tenu à exprimer hier soir sa solidarité avec « tous les citoyens du Québec qui ont des parents ou des amis au Moyen-Orient. » Il ne fait aucun doute que Saddam Hussein est un dictateur et « il ne fait aucun doute que nos amis américains ont beaucoup souffert des événements du 11 septembre », a-t-il déclaré.

« Mais, c'est une triste ironie que les Québécois soient appelés à célébrer leur démocratie actuellement. Beaucoup de jeunes Québécois sont morts pendant la Deuxième Guerre mondiale, ils sont allés sacrifier ce qu'ils avaient de plus précieux, leur vie, pour que nous puissions vivre dans une terre de liberté. Et au moment même où on le vit, plane sur nous cette menace d'une guerre que nous ne voulons pas, que nous n'avons pas espérée. »

Le chef libéral a appelé tous les Québécois à « profiter de chaque jour de cette campagne électorale pour exprimer notre solidarité pour la paix. »

Au sujet de cette campagne, le chef adéquiste, Mario Dumont, a pour sa part affirmé plus tôt qu'il ne dérogera pas de son plan, peu importe la guerre. Confiant, il estime que la campagne se déplacera à l'échelle locale, là où les contacts humains priment et où l'ADQ excelle.

« La guerre, on est tout extrêmement attristés par ça, a-t-il soutenu, mais il n'en demeure pas moins que c'est nos quatre prochaines années de vie collective au Québec qu'on prépare. On va devoir con-

tinuer la campagne. (...) Peu importe ce qui se passe au-dessus de nos têtes, on discute de notre avenir à tous. »

En ce sens, le chef adéquiste a ridiculisé la décision de Jean Charest de n'aller voir les gens que « plus tard dans la campagne ». Il trouve normal que les électeurs soient inquiets face à ce qui se passe dans le monde, mais a-t-il ajouté, cette inquiétude porte sur l'avenir et le programme adéquiste se base justement sur l'avenir.

M. Dumont s'est aussi étonné que le premier ministre demande encore aux médias d'accorder une place aux élections malgré la guerre. Selon lui, le premier ministre veut détourner l'attention du bilan de son gouvernement au cours des huit dernières années.

« Ça me paraît très surprenant de le voir, presque la larme à l'oeil, craindre que la guerre vienne porter un ombrage sur la campagne électorale. C'est lui qui a choisi la date des élections en toute connaissance de cause des événements qui étaient devant nous. »

AUJOURD'HUI

Chaude lutte dans Mercier

Un texte de Vincent Marissal sur cette circonscription. Page B5

L'Allier lance un appel à Charest

Le maire de Québec demande au chef libéral de revenir sur sa promesse de défusionner. Page B3

Souffrez-vous de surdité ou connaissez-vous quelqu'un qui en souffre ?
Nouvelle technologie 100% numérique | Enfin mieux comprendre dans le bruit
Laflamme & Associés (514) 849-4500
Audioprothésistes | Montréal, 525, rue Sherbrooke Est | Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby - 1 800 422-6181

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la RAMQ. Le modèle illustré n'est pas couvert

Adaptée avec précision à vos besoins!

Élections 2003

LA CAMPAGNE POUR LES NULS



PAUL ROY
proy@lapresse.ca

Pauline au resto

Ce n'est pas pour son cappuccino carotte et piment d'Espelette ni son saumon à l'unilatérale que Pauline Marois avait choisi le Resto Plateau hier midi. Heureusement, parce qu'au menu, c'était le spaghetti sauce à la viande et le pain blanc tranché.

Le Resto Plateau, rue Saint-Hubert, au sud de Mont-Royal, est une entreprise d'insertion doublée d'un restaurant populaire et d'un traiteur — le « repas complet incluant café et dessert » vous appauvrit de 2,50 \$, ce qui fait qu'on n'a habituellement pas à y dégainer sa VISA platine.

On y forme des personnes qui ont de la difficulté à s'intégrer au marché du travail, tout en les payant au salaire minimum. Et on fait d'une pierre deux coups en servant des repas pas chers aux pauvres du quartier. À ceux qui sont plus fortunés, on suggère 4 \$.

Avant d'attaquer ses pâtes, M^{me} Marois, qui accompagnait le candidat péquiste Daniel Turp (Mercier), fut assaillie par un groupe d'employés en formation voulant se faire photographier à ses côtés. Comme c'était un peu le but de l'exercice, elle n'allait pas refuser. Laura Rodriguez, 18 ans, s'est mise dans la photo. La jeune femme a commencé sa formation de six mois le 3 février dernier.

— Sais-tu qui c'est, la dame ?

— On m'a dit que c'est une politicienne...

— Députée ou ministre ?

— Ministre... je pense ?

Quand on lui a appris que M^{me} Marois était la vice-première ministre du Québec, Laura était ravie : « Il n'y a pas beaucoup de monde de la haute société ici, ça fait du bien. »

Parmi les clients, plusieurs n'ignoraient pas que la ministre des Finances était parmi eux. Si bien qu'avant le dessert, les plus hardis ont commencé à s'approcher.

De quoi allaient-ils lui causer ? Non, pas de la taxe sur la masse salariale.

Christian Montmarquette, candidat de l'Union des forces progressistes dans Laporte, sur la Rive-Sud, s'était déplacé pour parler aide sociale et logements sociaux. Un grand type, qui l'a accaparé un bon moment, semblait se plaindre du coût du transport en commun.

M^{me} Marois écoutait poliment. De temps en temps elle arrêta son interlocuteur en lui posant une main sur le bras : « Nous sommes le gouvernement qui fait le plus... » ou « Ce n'est pas nous qui avons diminué nos subventions, c'est Ottawa... »

Marie Briard, intervenante au Resto Plateau, était contente que M^{me} Marois soit venue. « Ça lui permet de voir la réalité. »

Georgette et Richard Dagenais, un couple de Longueuil qui fréquente « assez souvent » le Resto Plateau, n'avaient pas de questions précises pour la vice-première ministre, ce qui ne les empêchait pas d'être ravis de la voir. « On est de son comté, Taillon, a dit M. Dagenais. C'est une femme qui a de la classe. »

Lise Henry, une organisatrice communautaire, a hésité avant d'approcher M^{me} Marois. Quand elle s'est finalement décidée, elle lui a demandé d'avoir une pensée pour les enfants qui ont faim, dorénavant, quand il lui arrivera, au milieu d'une réunion qui s'éternise, d'avoir des étourdissements et d'éprouver des difficultés de concentration et autres maux de tête.

— Qu'est-ce qu'elle vous a répondu ?

— Elle m'a dit qu'elle n'oublierait pas.

♦ ♦ ♦

Quel rapport entre le PQ et l'ADQ ? Réponse : le PLQ.

Le PQ est né de la fusion, en 1968, du RN (Rassemblement national) et du MSA (Mouvement souveraineté association). Quelques semaines plus tard, le RIN (Rassemblement pour l'indépendance nationale) se sabordait et ses membres rejoignaient en masse le nouveau parti. Le MSA avait été fondé l'année précédente par René Lévesque, à la tête d'un groupe de libéraux virés indépendantistes.

Quant à l'ADQ, elle fut fondée en 1994 par Jean Allaire et Mario Dumont, qui avaient fui le bateau libéral deux ans plus tôt, opposés qu'ils étaient à l'accord constitutionnel de Charlottetown, finalement rejeté *from coast to coast* lors d'un référendum.

Disons que le PQ est sorti de la cuisse gauche du PLQ, l'ADQ de sa cuisse droite.

SOUS LA LOUPE > FAMILLE

Pendant la campagne électorale, La Presse analysera les programmes des trois partis politiques. Chaque grand thème — l'éducation, la santé, la famille, la culture, l'économie, le transport, l'environnement, — sera décortiqué, afin de permettre aux lecteurs de bien comprendre les enjeux du scrutin.

PARTI QUÉBÉCOIS

• Permettre aux parents d'enfants de moins de 12 ans et aux aidants naturels de réduire leur semaine de travail — et leur chèque de paie — de 20 % dès janvier 2004, sans perte des avantages sociaux.

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

• Privilégier plutôt la diminution du taux d'imposition : 27 % en cinq ans. Le Parti préconise l'augmentation des allocations familiales pour les plus pauvres et la réorganisation des horaires scolaires comportant notamment l'aide aux devoirs après les cours.

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

• Introduire 20 congés mobiles annuels plutôt que 10 actuellement par une modification de la Loi sur les normes du travail. Les coûts seraient assumés équitablement par le patron et l'employé.

SEMINE DE QUATRE JOURS

Lame de fond ou « balloune » électorale ?

Quand le premier ministre Bernard Landry a lancé l'idée, ce fut un choc. En quelques jours, la semaine de quatre jours avait fait son chemin. La fameuse conciliation travail-famille se concrétisait ainsi dans cinq petits mots limpides et très vendeurs. Depuis, sur le terrain, les sondages ont montré un appui incontestable en faveur d'une réduction de la semaine de travail. Analyse d'une promesse explosive dans un contexte de dénatalité et de vieillissement de la population.

MARIE-FRANCE LÉGER

AVANT d'accoucher de son fils Cameron, Carolyn Shoonen, gestionnaire chez IMS Health, une compagnie qui fournit des statistiques dans le secteur de la santé, dirigeait une équipe d'une douzaine d'employés. À son retour, après 13 mois de congé, elle a opté pour la semaine de quatre jours. Un an et quelques changements de couches plus tard, Carolyn, qui est de nouveau enceinte, avoue qu'elle aurait sans doute changé d'employeur n'eût été ce troisième jour de congé.

« Mon équilibre avec ma famille compte beaucoup pour moi. Financièrement, nous pourrions nous le permettre. Nous avons beaucoup diminué nos sorties, nos repas à l'extérieur et nous n'avons pas de deuxième voiture. C'est sûr qu'un enfant, ça demande de l'argent. Et celui qui s'en vient aussi », explique la jeune femme de 33 ans pour qui l'ambition professionnelle a tout crin passe aujourd'hui au second plan.

La nouvelle maman a réussi à retrouver un poste de niveau équivalent ne comprenant toutefois plus la supervision d'une équipe. Avec évidemment 20 % du salaire en moins. Son conjoint, lui, travaille à temps plein comme acheteur chez Bombardier et doit l'envier un peu. « Je n'aurais pas pu reprendre le même poste en revenant. Cela exigeait vraiment une présence de cinq jours. Mais je n'ai pas l'impression d'avoir sacrifié énormément », précise M^{me} Shoonen, qui est grassement « payée » en retour grâce à tous ces vendredis passés désormais avec son fils.

Ceux qui n'y ont pas encore accès

Carolyn Shoonen est privilégiée. Les entreprises qui ont osé proposer des mesures d'aménagement du temps de travail sur une base régulière sont à l'avant-garde. Et ces entreprises ont visé juste, si l'on en croit les enquêtes sur le terrain. Selon un récent sondage CROP, paru le 8 mars, près des trois quarts des personnes interrogées — et pas seulement de jeunes parents — se disaient en faveur de la semaine de



Carolyn Shoonen, son mari James Hutchingame et leur fils de 2 ans, Cameron. LA GESTIONNAIRE avoue qu'elle aurait changé de compagnie si elle n'avait pu travailler quatre jours.

quatre jours avec une amputation de leurs revenus : 74 % des femmes et 63 % des hommes. Un appui incontestable venant de sept personnes sur 10 dans la population.

La promesse est venue de M. Landry, le 1^{er} février, à la veille d'un rassemblement du PQ à Trois-Rivières. Il est temps pour le gouvernement, disait-il, « d'assurer la conciliation véritable du travail et de la famille » et d'en faire une plateforme pour les prochaines années. La proposition se résumait ainsi : légiférer pour permettre aux parents de jeunes enfants de prendre l'équivalent d'une journée sans solde par semaine tout en conservant leurs avantages sociaux. Une facture directe pour les entreprises estimée par le PQ à 100 millions. Dans le dernier budget, la ministre Marois s'est engagée à la mise en place de projets pilotes dans des entreprises de moins de 200 employés afin d'explorer différents aménagements du temps de travail. Vingt millions ont été annoncés à cette fin.

Personne n'est contre la vertu

Chez les deux autres partis dans la joute électorale, les hauts cris sont venus assez vite, le PLQ et l'ADQ jugeant la proposition inapplicable. Le premier à l'égard des plus pauvres et des familles monoparentales qui ne peuvent se permettre une ponction dans leurs revenus. Le second pour son manque de flexibilité totale à

l'endroit des individus, des familles et des parents. « Qui remplacera les professeurs et les médecins ? » s'est en outre insurgé Mario Dumont.

Réfractaires à l'idée d'une semaine de quatre jours enfoncée dans la gorge, les patrons ont d'abord boudé. Et clamé qu'une telle mesure comportait des coûts directs et indirects de l'ordre de 300 millions. Mais, chemin faisant, les entrepreneurs ont obtenu des assurances, comme le signale Richard Fahey, vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. « La ministre Goupil nous a rassurés en faisant la reconnaissance explicite d'une nécessaire flexibilité. Car il faut reconnaître la disparité des milieux de travail », a indiqué M. Fahey.

35 heures, plus de travail ?

En France, certains en sont à l'analyse des effets « pervers » de la Loi sur les 35 heures alors que d'autres préconisent la poursuite de son application à tous les salariés. Dans la gamme des conséquences négatives, on évoque le « faire plus avec moins », soit le surplus de productivité exigé des employés. Mais face au chômage actuel, le gouvernement français choisit ces jours-ci de redorer le blason de cette mesure lancée en 1997 par les socialistes.

LA VOILÀ, L'AFFAIRE!

RETOUR COMPRIS, TAXES COMPRISES. COMPRIS ?

Taxes comprises
DE MONTRÉAL*

Toronto	\$ 157
Ottawa	\$ 65
Québec	\$ 86

* En classe économique à l'achat d'un billet aller-retour. Achat 10 jours à l'avance requis. Le nombre de places est limité. Des conditions s'appliquent, ainsi que des frais en cas d'échange ou d'annulation. Les tarifs et les conditions peuvent changer sans préavis.



Le train vous évite vraiment les tracas. Comme ces prix qui comprennent le retour et même les taxes - vous n'avez pas un sou de plus à déboursier. Avec des tarifs aller-retour aussi bas, le train s'impose.

Renseignez-vous sur les tarifs avantageux de nos transcontinentaux de l'Ouest et de l'Est, y compris les voyages à 2 POUR 1 DES AÎNÉS.

Réservez en ligne à www.viarail.ca. Appelez votre agent de voyages ou VIA Rail Canada au 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245) ☎ ATS 1 888 268-9503 (malentendants).

www.viarail.ca



VIA Rail Canada

Élections 2003

«Le Parti libéral du Québec a fait son lit. C'est un lit qui ressemble à un lit de fakir, mais c'est eux qui l'ont fait, qu'ils se couchent dedans.»

— Bernard Landry, PQ
Au sujet des défusions

«Péquistes et libéraux devraient bien saisir qu'il n'est pas de pire fondement dans la recherche de solutions aux problèmes de société que de partir sur un mensonge.»

— Mario Dumont, ADQ

«Pourquoi au PQ, ils insistent tant pour parler de défusion? Parce que Bernard Landry se cache, parce qu'il ne veut pas parler de son bilan en santé.»

— Jean Charest, PLQ

Défusions: le chef du PLQ fait la sourde oreille

KARIM BENESEAIEH

MAUVAISE nouvelle pour les maires des grandes villes du Québec: Jean Charest persiste et signe. Le chef libéral n'a aucunement l'intention de reculer sur la question des défusions et il permettra aux citoyens mécontents des fusions forcées d'enclencher un processus référendaire, estimant qu'il s'agit avant tout de « respect de la démocratie ».

Littéralement mitraillé de questions sur ce sujet au cours des deux points de presse qu'il a tenus hier, le chef libéral a répété à plusieurs reprises que c'était le Parti québécois qui tenait à mettre la question des défusions au cœur des enjeux de cette campagne électorale. Il a notamment cité le chef de cabinet de Bernard Landry, Brigitte Pelletier, qui a déclaré hier dans *La Presse* que les défusions allaient devenir une question aussi délicate pour Jean Charest que la Caisse de dépôt et placement pour le PQ.

« Pourquoi, au PQ, ils insistent tant pour parler de défusions? Parce que Bernard Landry se cache, parce qu'il ne veut pas parler de son bilan en santé, parce qu'il ne veut pas parler du plus gros désastre financier de l'histoire du Québec, les pertes de la Caisse de dépôt et placement », a martelé M. Charest, de passage à Saint-Hyacinthe pour appuyer son candidat Pierre Solis.

Le chef libéral a notamment donné l'exemple de sa circonscription de Sherbrooke, où les fusions forcées ne seraient pas contestées. « Les seuls qui parlent de défusion à Sherbrooke, c'est le PQ. Quand le PQ fait le tour du Québec pour allumer des feux dans des endroits où les gens n'en discutent même pas, ils font ça dans quel but? »

Pourtant, lui ont fait remarquer les journalistes, au moins deux des maires qui ont lancé cet appel hier ne peuvent être soupçonnés de jouer le jeu des péquistes. Jacques Olivier, de Longueuil, a été ministre libéral à Ottawa, tandis que Gérard Tremblay, de Montréal, a été ministre dans le gouvernement de Robert Bourassa.

M. Charest a quelque peu édulcoré la question, déclarant de façon sibylline: « Je sais qui est mon adversaire pour l'élection. »

Il n'est pas question pour les libéraux de vanter les mérites des défusions, a-t-il précisé.

Le PLQ, lui a-t-on rappelé, a souvent dénoncé l'incertitude engendrée par les référendums, qui serait néfaste sur le plan économique. La situation est différente quand il s'agit de villes, a soutenu le chef libéral. « Dans la pratique de la démocratie municipale, les référendums sont un outil courant qui a été utilisé à plusieurs reprises. »

Le processus, a-t-il confirmé, serait acces-



Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse

Jean Charest était à Saint-Hyacinthe hier.

sible aux citoyens des anciennes municipalités fusionnées et comprendrait trois étapes. Dans un premier temps, il y aura possibilité de signer un registre. Si au moins 10 % des citoyens de la municipalité le font, on entreprendrait une campagne d'information sur les coûts de la défusion. Finalement, on tiendrait un référendum.

« Notre position à nous est claire depuis octobre 2000, elle n'a pas changé, c'est une position qui est fondée sur un principe de démocratie. Comment pouvons-nous nous tromper? »

Champions de l'insatisfaction

Mario Dumont a réitéré sa position sur les défusions municipales proposées par le PLQ. Il n'est pas question pour un éventuel gouvernement adéquiste de « débâter ce qui a été fait ». L'ADQ veut améliorer les villes, dit-il, pour en faire bénéficier les contribuables.

« J'ai vu aller les libéraux et Jean Charest depuis cinq ans. Ces gens-là sont des champions pour ramasser les insatisfactions. Mais là, ça prend une vision. Ils ne l'ont pas », conclut-il.

Le premier ministre Bernard Landry a évidemment donné raison aux maires en rappelant que les fusions municipales ont dérangé beaucoup de personnes et qu'il valait mieux maintenant vivre avec.

« Cette sortie vient d'honnêtes gens qui ne sont pas tous de notre coloration politique, mais ils disent la vérité et ils ont raison. Le Parti libéral du Québec s'est vraiment très imprudemment disqualifié pour gouverner le Québec. (...) Le Parti libéral a fait son lit. C'est un lit qui ressemble à un lit de fakir, mais c'est eux qui l'ont fait, qu'ils se couchent dedans », a-t-il déclaré.

Avec la collaboration de
Pascale Breton et Mario Cloutier

Charest devrait revenir sur sa promesse, estime le maire de Québec

MARIE-CLAUDE GIRARD

JEAN Charest devrait revenir sur sa position de permettre de défusionner les municipalités, estime le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier. « Les gens intelligents sont habituellement capables de changer d'idée. Daniel Johnson s'était engagé en 1966 à défusionner Laval. Il a été élu. Il n'a jamais défusionné. »

M. L'Allier a fait ces déclarations au terme d'une conférence de

presse donnée hier par six maires des nouvelles villes fusionnées. Hormis M. L'Allier et le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, les maires ont pris grand soin de ne pas dénoncer directement la promesse libérale d'adopter une loi-cadre permettant les défusions. Leur message s'adresse à tous les partis et ne vise pas à décourager les électeurs de voter pour le PLQ, disent-ils.

Pourquoi alors convoquer les médias? Pour « réaffirmer leur en-

gagement à bâtir leur nouvelle ville » et pour rappeler aux « différents » partis la nécessité de revoir le financement des villes, ont-ils répété. En somme, on demande aux partis de débattre plutôt de l'avenir des nouvelles villes. « Si on ne prenait pas la parole, on nous reprocherait de pas défendre la ville », a expliqué le maire de Montréal, Gérard Tremblay.

M. L'Allier a adopté une approche plus directe: « On a essayé par tous les moyens de convaincre M.

Charest de revoir sa position. On représente la moitié de la population ici. C'est tous des libéraux que vous avez à table! » Ancien ministre libéral, le maire de Québec se dit aujourd'hui souverainiste, mais pas d'allégeance péquiste. « Je suis un libéral souverainiste. Il n'en existe pas beaucoup! »

« On ne demande pas aux citoyens de voter pour quelque parti que ce soit. J'ai pris l'engagement que si un candidat se prononce exactement pour la défusion, il va

me trouver dans sa campagne, a prévenu M. L'Allier. Que l'on soit d'accord ou non avec la façon de faire la fusion, ces villes-là existent. On n'a pas pour mandat de favoriser la nostalgie. »

Le maire Lévesque a également dénoncé avec plus de fermeté les conséquences d'une défusion: « C'est contre le gros bon sens de retourner en arrière. Les programmes de préretraite sont commencés, des bâtiments ont été vendus, l'harmonisation est commencée. »

VOLVO
pour la vie

SUPER AUBAINES D'HIVER OFFERTES

EN MOYEN, GRAND ET TRÈS GRAND.



VOLVO S40 2003 BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
S40 **399\$***
/mois
48 mois



VOLVO S60 2003 BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
S60 **499\$***
/mois
48 mois



VOLVO S80 2003 BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
S80 **599\$***
/mois
48 mois

PROGRAMME DE LOCATION 2003	S40*	S60*	S80*
Acompte :	895,00 \$	280,00 \$	730,00 \$
Dépôt de garantie :	0,00 \$	600,00 \$	700,00 \$
Première mensualité :	398,79 \$	498,59 \$	598,55 \$
Montant dû à la livraison :	1 293,79 \$	1 378,59 \$	8 598,55 \$

Taxes, frais de transport, livraison et préparation, immatriculation et assurance en sus.

OU FINANCEMENT OFFERT À PARTIR DE 1,8 %**

Économisez gros ! Volvo sait comment ajouter aux joies de l'hiver en vous proposant en ce moment des offres avantageuses de financement et de location. Passez chez un concessionnaire Volvo et faites l'essai d'une nouvelle S40, S60 ou S80 2003. Pour en savoir davantage, rendez visite à un concessionnaire Volvo ou visitez le site www.volvocanada.com.

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Laval
VOLVO LAVAL
1436, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

*PDSF pour une Volvo V40 1.9T/S60 2.4/S80 2.9 SR 2003 de base est de 31 495 \$/36 495 \$/84 895 \$. Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo V40 1.9T/S60 2.4A avec boîte automatique, PDSF de 37 995 \$/S80 2.9 SR 2003 : 398,79 \$/498,59\$/598,55 \$ par mois pendant 48 mois. 895\$/280\$/730\$/acompte ou échange équivalent. Le coût total de location est de 19 141,92 \$/23 932,32 \$/28 730,40 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 13 521,80 \$/17 412,75 \$/22 790,95 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Premier paiement mensuel dû à la livraison. Dépôt de garantie pour la S60 2.4A/S80 2.9 SR de 600 \$/700 \$ dû à la livraison. Dépôt de garantie non requis pour toutes les Volvo S40. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,08 \$/0,08 \$/0,16 \$ par kilomètre excédentaire). Financement du crédit bail : 2,8 %/0,3 %/2,8 % sur approbation du crédit. Frais de transport et de livraison de 1 100 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. ** Exemple de financement : 20 000 \$ à 1,8 % pendant 24 mois : mensuelle de 840,05 \$, coût total de l'emprunt : 377,20 \$. L'offre se termine le 31 mars 2003. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. Certaines conditions d'application. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2003 Automobiles Volvo du Canada Ltée. -Volvo pour la vie- est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez www.volvocanada.com.

Élections 2003

RÉSEAU DE LA SANTÉ

Aucune des solutions avancées ne tient la route

Le Soleil

Chacun des trois principaux partis en lice a présenté – ou répété – mardi une solution pour remanier le réseau de la santé. Vérifications faites auprès des intervenants concernés, aucune de ces solutions ne tient la route.

Les adéquistes ont suscité les plus vives réactions avec leur réponse au problème de la « médecine de corridor » dans les urgences. Le chef Mario Dumont veut les doter de nouvelles salles d'observation.

« C'est rire du monde. La solution, c'est de sortir les patients des urgences, pas d'agrandir celles-ci », se moque le président de l'Association des spécialistes en médecine d'urgence du Québec, le Dr Marc Beïque.

Il répète que beaucoup de lits de soins de courte durée aux étages sont occupés par des patients en attente d'une place dans les centres de soins de longue durée. Jusqu'à 30 % à Montréal. « C'est vrai qu'être dans une salle plutôt que dans le corridor, on a plus de dignité. Mais ce n'est pas la solution. »

« C'est un petit bandage sur une grosse grosse plaie », renchérit le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), le Dr Renald Dutil. Dans une vision à court terme, l'expérience pourrait cependant être valable, juge-t-il. Mais il faudra revoir l'organisation de tout le réseau pour soigner les maux qui l'affligent dont le débordement de l'urgence n'est qu'un symptôme.

Le représentant à Québec de la Fédération, le Dr Michel Lafrenière, en remet : « Je trouve que c'est simpliste comme ça se peut pas. » Il se demande aussi comment l'ADQ peut rejeter du revers de la main le concept des groupes de médecine familiale, qu'il considère prometteur.

Charest fait fausse route

Le Service santé région de Jean Charest suscite la même réaction. Les régions épongeraient les frais d'études de médecins qui devraient, en retour, travailler durant sept ans dans la contrée « mécène ».

« Ça ressemble pas mal au service mili-

taire », remarque le président de la Fédération des médecins résidents du Québec, le Dr Stéphane Ahern.

Il trouve drôle que le milieu ait de la difficulté à identifier les besoins actuels en médecins et que les libéraux pensent pouvoir évaluer ceux-ci dans de sept à 10 ans, durée de la formation. « Ce n'est clairement pas une solution pour une meilleure répartition. »

Selon lui, il faut d'abord définir le besoin, puis dénombrer les ressources sur place. Ensuite, il faudra évaluer la possibilité que des équipes de spécialistes voyagent à la rencontre des patients ou que ces derniers et leurs proches puissent se rendre là où est l'expertise requise.

Les principaux intéressés ne sont d'ailleurs pas très chauds devant les visées du PLQ. Comment un jeune pourra-t-il savoir exactement ce qu'il a envie de faire dans plusieurs années, s'il sera marié ? demande le président de la Fédération des associations étudiantes en médecine, Alexis-Simon Cloutier.

En plus, il ne serait même pas possible pour les étudiants, en ce moment, de faire leurs stages en région, note-t-il. Il s'agit pourtant d'un bon outil de recrutement.

En plus, souligne le Dr Dutil de la FMOQ, des programmes semblables ont déjà échoué. « La popularité sera très très faible. »

Un engagement de Legault

Enfin, le ministre de la Santé, François Legault, assure que 90 % des besoins en spécialistes dans les régions seront comblés l'an prochain. De même que tous les besoins en omnipraticiens l'année suivante, grâce aux GMF. Il rappelle aussi que notre ratio médecin par habitant est un des plus élevés au pays.

D'un autre côté, le ministère de la Santé assureait encore hier qu'il manque 1000 médecins au Québec.

Le Dr Renald Dutil a été piqué. Surtout par le fait que la majorité des intervenants admettent qu'il y a pénurie. Il aimerait savoir pourquoi le ministère recrute de plus en plus à l'étranger si tout va pour le mieux.

Autant le Dr Dutil que les Drs Ahern et Beïque doutent fortement que M. Legault atteigne ses objectifs s'il est réélu.

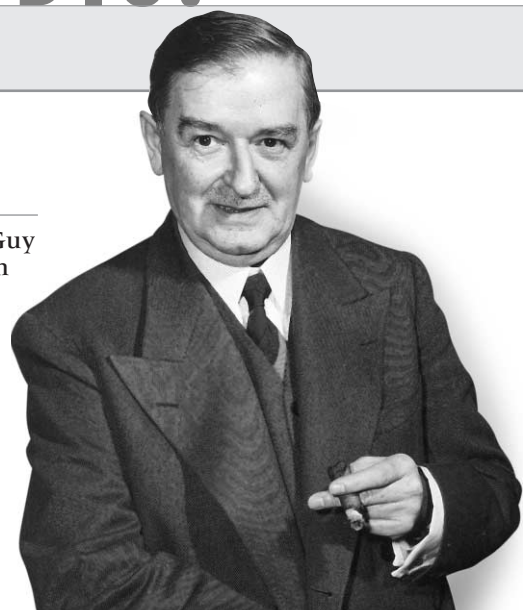
« La solution, c'est de sortir les patients des urgences, pas d'agrandir celles-ci. »

SALMIGONDIS!

Notes de campagne

Oups...

Le député péquiste de Trois-Rivières, Guy Julien, a mentionné mardi soir, lors de son investiture, que c'était tout un défi pour un gouvernement et un député de solliciter un troisième mandat. Selon son souvenir, a-t-il insisté, aucun député de Trois-Rivières n'a remporté un troisième mandat depuis Maurice Duplessis. C'était oublier Yves Gabias, le père du candidat libéral André Gabias. M. Gabias a été élu à trois reprises : en 1960 (à la suite de la mort de Duplessis), en 1962 et en 1966. Il a laissé la politique en 1969 lors de son accession à la magistrature. Je me souviens...?



Robert Bourassa inspire Bernard Landry

Robert Bourassa serait-il devenu source d'inspiration pour Bernard Landry? Après avoir confirmé qu'il emprunterait des idées de l'ancien premier ministre libéral dans l'épineux dossier de la question constitutionnelle, le premier ministre a de nouveau ravivé le souvenir de M. Bourassa hier. Il s'est servi de sa maladie pour illustrer l'exemple des « cliniques privées-privées ». « Ça ne favorise pas du tout un système de santé à deux vitesses », a-t-il insisté en rappelant « la malheureuse histoire de Robert Bourassa qui est allé se faire traiter dans une clinique américaine privée. Ça ne vous a pas coûté 50 cents et à moi non plus », a-t-il lancé.

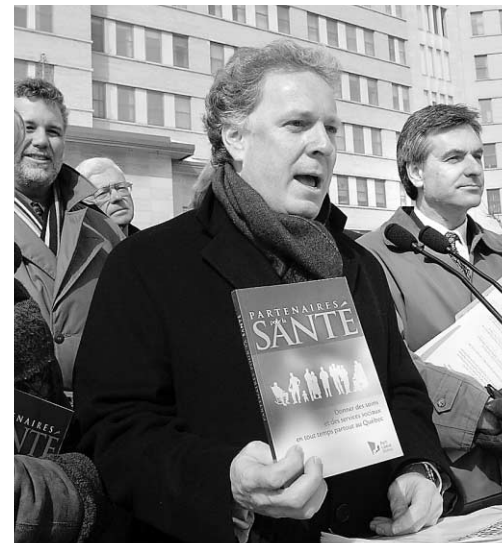
Conférence de presse extrême

La révolte gronde au sein des journalistes de la caravane libérale. À moins que ce ne soit la grippe qui couve... Depuis le jour 2 de la campagne, Jean Charest a tenu une demi-douzaine de conférences de presse à l'extérieur, le plus souvent près des hôpitaux qu'il venait de visiter. L'équipe libérale en a même fait une marque de fierté, déclarant à qui mieux mieux que les péquistes et les adéquistes avaient décidé de les imiter et de tenir eux aussi des conférences en plein air. Mais voilà, en ce printemps imprévisible, parfois doux mais souvent franchement frisquet, les journalistes qui suivent les libéraux commencent à boudier. Que ce soit à cause du vent, de l'humidité ou du froid, certains trouvent l'attente à l'extérieur pas drôle du tout et sentent déjà venir la pneumonie. Crainte d'autant plus légitime que la caravane se dirige à la fin de la semaine vers le nord du Québec, avec une escale redoutable dans la circonscription d'Ungava. Cette semaine, en plein point de presse, une des questions de la journaliste de Radio-Canada Sophie Langlois portait sur ce délicat problème : « Quand allez-vous tenir des conférences de presse à l'intérieur, M. Charest? » Une journaliste anglophone a quant à elle fait remarquer que toutes ces conférences de presse devant des établissements de santé commencent à sérieusement miner... sa santé. Ayant affaire à des journalistes et non à des électeurs, le chef libéral a refusé de promettre quoi que ce soit... Plus sérieusement, il a expliqué qu'on tenait des points de presse devant des établissements de santé et qu'on ne voulait pas déranger les patients et résidents à l'intérieur.



Vendetta politique contre Pierre Bourque?

L'heure est au règlement de comptes dans l'est de Montréal où l'ex-maire Pierre Bourque tente de ravir le siège de la ministre Diane Lemieux dans la circonscription de Bourget. Le président de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve, Ivon Le Duc, accuse son ancien chef d'« opportunisme ». « Comment expliquer autrement cette décision d'un ex-maire qui s'ennuie de son poste de maire? », peut-on lire dans un communiqué diffusé par M. Le Duc. Quelques jours avant de quitter son poste de chef de l'opposition, Pierre Bourque avait demandé à Ivon Le Duc de démissionner après que celui-ci, durant une réunion houleuse, aient empoigné à la gorge un autre conseiller municipal, Richer Dompierre. M. Le Duc siège aujourd'hui comme indépendant.



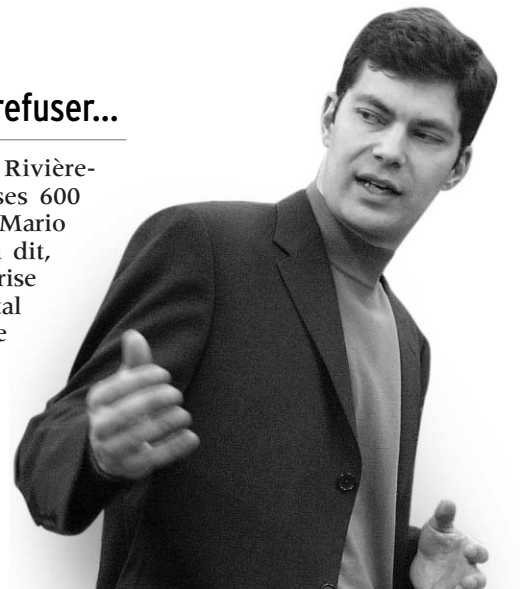
Le débat des chefs: c'est décidé!

Le débat des chefs aura finalement lieu à Montréal le lundi 31 mars, de 20h à 22h. Le consortium des télédiffuseurs du Québec et les représentants des trois principaux partis ont convenu de tenir le débat au siège social de Télé-Québec, à Montréal. Le consortium indique qu'il ne peut répondre à la demande de faire le débat à Québec pour des raisons techniques et pécuniaires. Jean Charest, Mario Dumont et Bernard Landry s'affrontent dans une émission diffusée simultanément à Radio-Canada, TVA, Télé-Québec et TQS. Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, s'est dit « profondément déçu de la décision du consortium devant laquelle les partis se sont pliés trop vite ». « Il ne viendrait à l'idée de personne d'organiser un débat des chefs fédéraux à Toronto plutôt qu'à Ottawa sous prétexte que les têtes de réseaux s'y trouvent », a-t-il commenté. Les diffuseurs invoquent les courts délais, la mobilisation des ressources sur le conflit en Irak et les coûts engendrés par une production à Québec.



Une offre qu'ils ne pouvaient pas refuser...

Le fondateur de l'entreprise JP Métal, de Rivière-des-Prairies, Giuseppe Paventi, a invité ses 600 employés à voter ADQ hier en présence de Mario Dumont. « Pensez-y, c'est votre avenir », a dit, non sans humour, le patriarche dont l'entreprise fabrique, entre autres, des plaquettes de métal au nom de marques de commerce comme Ferrari et Harley Davidson. M. Paventi a expliqué aux journalistes qu'il adorait la politique et que le chef du Parti libéral, Jean Charest, n'était plus « l'homme de la situation ». Il affirme avoir toujours été libéral et que s'il peut changer d'allégeance, « tout le monde le peut ».



Collaboration : Pascale Breton, Sébastien Rodrigue, Karim Benessaïeh, Mario Cloutier, Marie-Claude Girard, Le Nouvelliste. Anecdotes recueillies par Marie-Andrée Amiot, mamiot@lapresse.ca

MAINTENANT OUVERT

SALON

DU BATEAU

faites un arrêt au Centre ASSOCIATION MARITIME **AMC** DU QUÉBEC et Découvrez le Nautisme

La navigation, une passion!

2003

plus de **400 embarcations!**

20 au 24 mars 2003
Place Bonaventure

Prix d'entrée (taxes incluses)
Admission générale : **10.00\$**
Étudiants / âge d'or : **7.00\$**
Enfants accompagnés : **3.50\$** (6 à 12 ans)
Enfants 5 ans et moins : **Gratuit**

Heures :
Jeudi et Vendredi : **12h00 à 22h00**
Samedi : **10h00 à 22h00**
Dimanche : **10h00 à 18h00**
Lundi : **11h00 à 16h00**

- Venez mettre vos compétences à l'épreuve en faisant l'essai d'un simulateur de voile
- Renseignez-vous sur les cartes de compétence de conducteurs d'embarcation
- Venez admirer et découvrir l'origine des bateaux de bois.

ASSOCIATION MARITIME **AMC** DU QUÉBEC

CKAC730 La Presse TVR CITE ROCK DÉTENTE

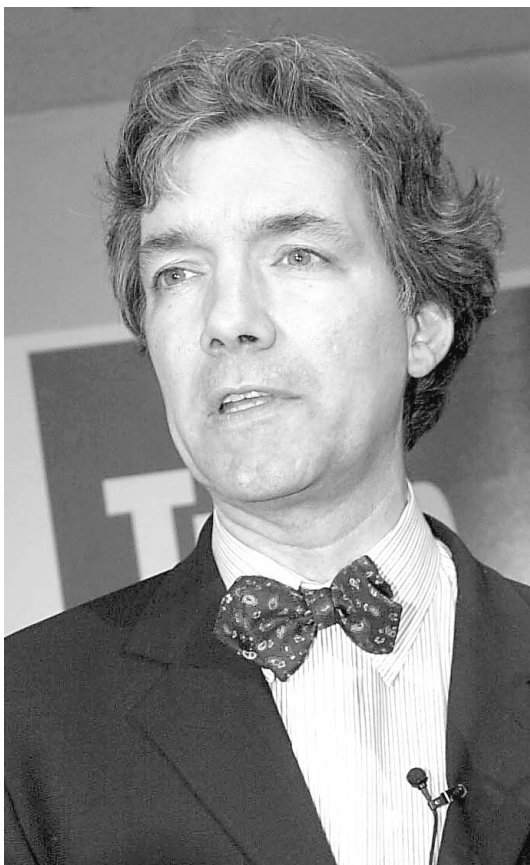
Élections 2003



Amir Khadir, UFP



Vivian Goulder, ADQ



Daniel Turp, PQ



Nathalie Rochefort, PLQ

Bataille de rue pour circonscription mythique



VINCENT MARISSAL
vincent.marissal@lapresse.ca

METTONS tout de suite la table : la circonscription de Mercier (qui englobe, grosso modo, le Plateau Mont-Royal) représente encore une prise symbolique pour les partis politiques au Québec et les candidats des deux principaux partis ne se feront pas de cadeaux malgré les promesses de s'en tenir aux grands enjeux de la campagne.

En fait, dans cette zone de turbulence politique qu'est Mercier, il serait plus juste de parler des trois principaux partis. Entrée avec fracas sur la scène politique à l'occasion de l'élection partielle d'avril 2001, l'Union des forces progressistes est venue ajouter un peu d'épice à une bataille déjà passablement relevée.

Arrachant 24 % des voix dans cette élection complémentaire qui a suivi le départ de l'ex-ministre Robert Perreault, Paul Cliche avait permis à la libérale Nathalie Rochefort de se faufiler et de remporter la mise avec 35 %. Une libérale dans Mercier ! Les péquistes s'en remettent à peine, deux ans plus tard.

L'UFP referra-t-elle le coup cette fois-ci avec son candidat Amir Khadir ? Pas si sûr. La performance de M. Cliche en 2001, sans rien vouloir enlever à son côté exceptionnel, a plus à voir avec les déboires du candidat péquiste de l'époque qu'avec une soudaine montée de la gauche dans le Plateau. Vous vous souvenez de Claudel Toussaint, de ses problèmes de violence conjugale et d'impôts ? C'est là que la campagne s'est jouée plus que dans les débats ou le porte-à-porte.

« On était à 57 % et la campagne allait très bien avant que ces histoires-là sortent, explique un stratège péquiste. Quand c'est sorti, on a perdu 35 % en une semaine. Les gens venaient nous le dire en pleine face : on ne veut pas voter pour un batteur de femme, ça a été la fin de la campagne pour nous. »

Daniel Turp et son équipe avouent d'emblée que la présente campagne sera difficile, mais ils pensent toutefois que la tempête de 2001 est terminée et que « les péquistes reviennent au PQ ». Pendant un temps, les péquistes ont songé à une alliance stratégique avec l'UFP, mais ce scénario est maintenant enterré.

« En 2001, c'était circonstanciel, dit Daniel Turp, ancien député bloquiste dans Beauharnois-Salaberry, Nathalie Rochefort a gagné à l'échappée. Et si Amir Khadir veut se retirer de la course, qu'il le fasse parce qu'il ne fait que diviser le vote de gauche. »

Souvent perçu à Ottawa comme quelqu'un de hautain, un peu pédant même, disons-le franchement, Daniel Turp avoue être plus près des gens. Quand on lui demande à la blague où est passé son distinctif noeud papillon, il répond d'ailleurs, détaché : « Ça, c'est une autre époque... »

Devant ses militants, cette semaine, il s'est présenté lui-même comme un « intellectuel qui a prouvé qu'il peut faire du terrain ». Puis, maladroite, il a ajouté, le poing fermé et la voix forte : « Nathalie Rochefort, c'est elle que je vais battre ! » Dans la salle, les péquistes qui ont vécu la débâcle d'avril 2001 ne l'ont pas trouvé drôle.

Du terrain, il a intérêt à en faire parce que son adversaire libérale en couvre beaucoup. La crinière rouge, le nombril à l'air, la députée sortante déplace de l'air. Depuis avril 2001, elle a consolidé un réseau déjà très étendu dans les organismes communautaires, chez les jeunes, chez les artistes, dans la communauté homosexuelle. Elle habite encore un « appart avec un coloc » sur le Plateau et elle fait campagne en promettant un moratoire sur la construction de nouveaux condos ou la reconversion de logement en condos. « Il faut respecter les gens, les parachutés, c'est jamais bon », dit-elle en parlant de son adversaire péquiste.

M^{me} Rochefort ponctue ses phrases de

« cool », elle répond au téléphone en disant « Ouais, c'est Nath ». Cette semaine, elle a décidé qu'elle limitait à 100 le nombre de pancartes électorales dans sa circonscription, parce que « les pancartes, c'est de la pollution visuelle ». Elle enverra plutôt des hommes-sandwich arborant ses pancartes dans les rues de Mercier. Le quartier général n'a pas beaucoup aimé l'initiative. « M^{me} Rochefort a ses opinions, il faut les respecter. À un moment donné, elle ne voulait plus de pancartes du tout, après, elle ne voulait plus le logo du parti dessus... » racontait hier un stratège libéral.

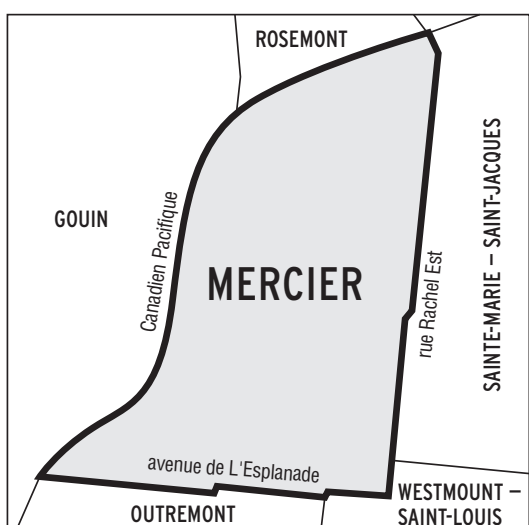
Ce qui est troublant quand on interviewe Nathalie Rochefort, c'est qu'il faut constamment se rappeler qu'on est en face d'une libérale. C'est d'ailleurs son plus grand atout dans cette campagne.

« C'est plus difficile cette fois-ci, avoue un de ses assistants. À la partielle en 2001, toute la machine du parti était ici pour nous aider. » Cette fois, le Parti libéral a d'autres priorités. Et le PQ mettra toute la gomme pour reprendre Mercier.

Et l'UFP dans tout ça ? « Nous avons des ambitions modestes, dit le candidat Amir Khadir. Si on fait 15 %, on sera déjà bien content. Et si on fait 15 % ou moins, Nathalie Rochefort devrait gagner, ce qui ne serait pas un grand tort pour la démocratie. Elle est à l'écoute des gens, elle a de bonnes préoccupations, ce pourquoi elle est souvent à couteaux tirés avec son parti. »

Le but premier de l'UFP, c'est de se faire connaître, de s'implanter tranquillement dans le paysage politique québécois, de manière à drainer la gauche. « Qui sait, dit Amir Khadir, peut-être que des gens comme Nathalie Rochefort, qui est peut-être mal logée au Parti libéral, comme bien des péquistes aussi mal logés au PQ, nous rejoindront si la gauche devient un jour plus crédible. »

« Nathalie Rochefort a parfois de bonnes idées, mais elle n'est pas dans le bon parti. »
- Daniel Turp, candidat péquiste dans Mercier



RÉSULTATS EN 1998

Perreault, Robert (PQ)	17 552
Da Silva, Elizabeth (PLQ)	9 005
Benevides, Paul (ADQ)	2 818

Majorité 1998 : PQ avec 8547 voix

RÉSULTATS ÉLECTION PARTIELLE EN 2001

Rochefort, Nathalie (PLQ)	5 953
Toussaint, Claudel (PQ)	4 915
Cliche, Paul (IND.)	4 163
Larocque, André (ADQ)	1 077

Majorité 2001 : PLQ avec 1038 voix

CANDIDATS EN 2003

Turp, Daniel (PQ)
Rochefort, Nathalie (PLQ)
Goulder, Vivian (ADQ)
Khadir, Amir (UFP)

Jeep Grand Cherokee 2003. S'offrir le légendaire 4x4 n'a jamais été aussi abordable.



Équipé comme suit : Moteur 6-1 de 4 L Power Tech • Boîte de transfert Selec-Trac^{MD} 4RM en prise maintenue • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Climatiseur • Système antidémarrage Sentry Key^{MD} • Radio AM/FM avec lecteur de CD

LOUEZ À		Options de location de 48 mois offertes [†]	
399 \$[†]	PAR MOIS.	Mensualités	Comptant initial
		449 \$	2 700 \$
LOCATION DE 48 MOIS. COMPTANT INITIAL DE 5 125 \$ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT. TRANSPORT ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUS.		508 \$	0 \$
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ			



Ou choisissez **0,8 %*** de financement à l'achat jusqu'à **60 mois** sur le Jeep Grand Cherokee.

La meilleure protection que nous ayons jamais offerte sur tous les véhicules Jeep 2003.



Garantie de 7 ans ou 115 000 km sur le moteur et la transmission, et assistance routière 24 heures sur 24.**

SEULEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE

* 0,8 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois sur le Jeep^{MD} Grand Cherokee 2003. † Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour le Jeep Grand Cherokee Laredo 2003 avec l'ensemble 26E + CLE + MWF. Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour un temps limité seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Transport et taxe sur le climatiseur inclus. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 ¢ le kilomètre. ** Selon la première éventualité. Des conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. † Remise aux diplômés de 500 \$ à la location ou de 1 000 \$ à l'achat d'un véhicule. Ces offres excluent la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.



Élections 2003

L'ADQ mise sur les partenariats public-privé

L'autoroute 25 serait le premier projet d'un gouvernement adéquiste

MARIO CLOUTIER

MARIO DUMONT promet de lancer les appels d'offres pour l'achèvement de l'autoroute 25 dès le lendemain des élections s'il est premier ministre. Le chef de l'Action démocratique favorise le partenariat public-privé pour développer le réseau routier et la 25, une promesse de tous les gouvernements depuis 30 ans, serait le premier projet d'un gouvernement adéquiste.

Il s'agirait d'une autoroute à péage, un peu comme la 407 en Ontario, projet conçu en quelques années par SNC-Lavalin avec de l'argent de la Caisse de dépôt, a souligné M. Dumont. « Au Québec, les autoroutes finissent dans le champ », a déclaré le chef de l'ADQ, hier matin, devant le chantier inachevé de l'autoroute 25,

sans toutefois préciser d'échéancier pour les travaux.

Son porte-parole en transport et candidat dans Mirabel, Hubert Meilleur, a fait valoir que ce projet, généralement évalué à plus de 200 millions de dollars, ferait économiser aux citoyens utilisant cet axe routier « 20 millions de kilomètres et 5 millions d'heures » de transport par année.

« Le réseau de transport, c'est le système nerveux du développement économique d'une province et d'un pays », a déclaré M. Meilleur.

« Des milliers de citoyens gaspillent des heures de leur vie dans la congestion routière, a ajouté Mario Dumont. Et la congestion routière, c'est une affaire de qualité de vie. »

Le chef adéquiste a également évoqué que le projet de pont de la « Rive-Sud », probablement celui

de Varennes proposé par la commission Nicolet, serait bienvenu dans une politique adéquate de partenariat avec le secteur privé.

« Les gens qui vont être prêts à payer pour améliorer leur qualité de vie, on va leur offrir cette possibilité. Les autres, qui ne voudraient pas payer — parce que ce tronçon va être payant — prendront leur ancien chemin. Il va y avoir moins de trafic. Ils vont être gagnants eux aussi, ils vont épargner du temps », de commenter M. Dumont.

Apport du privé

Le privé serait un partenaire privilégié de l'ADQ en transport, mais pas à n'importe quel prix, insiste le chef adéquiste. Seraient érigés en principes la concurrence, des péages sous le contrôle d'une régie gouvernementale et des consultations publiques avant l'adoption d'un projet.

Même politique pour le transport public. L'Action démocratique veut « rendre plus attractif » le transport en commun. L'idée est de lever les barrières réglementaires pour permettre aux transporteurs privés de circuler à Montréal et à Laval.

« Si on ne facilite pas l'entrée et la sortie des travailleurs, on va être encore plus dans la déche », souligne Hubert Meilleur.

L'ADQ entend se conformer aux exigences du protocole de Kyoto. Avant de « se servir à nouveau dans les poches des contribuables », Mario Dumont pense que des économies peuvent être faites dans la gestion et l'organisation du transport en commun.

Un gouvernement adéquiste ferait également pression sur le gouvernement fédéral pour récupérer une partie de la taxation sur l'essence afin de financer le transport en commun.

Le PQ défend son bilan en santé

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Le gouvernement du Parti québécois défend son bilan des neuf dernières années en matière de santé tout en promettant rigueur, transparence et imputabilité s'il est réélu.

Faisant campagne sur le thème de la santé dans la région de la capitale nationale hier, le premier ministre, Bernard Landry, a dressé la liste de ses priorités pour renforcer le réseau. Pour l'essentiel, il s'agit des mesures annoncées au cours des derniers mois et contenues dans le plan d'action du ministre de la Santé, François Legault.

S'il est reporté au pouvoir, le PQ prend six engagements pour améliorer l'accessibilité et la qualité des soins, dont celui de faire adopter une loi similaire à la loi canadienne, établissant clairement certains critères comme l'universalité, l'accessibilité et l'intégralité des soins.

Cette loi vise principalement à « décourager des gens qui voudraient saboter notre système de santé en dérogeant de ces principes, en voulant faire une médecine à deux vitesses par exemple, a lancé M. Landry, visant clairement l'Action démocratique du Québec. Ils (ces principes) sont déjà dans nos lois, mais disséminés. Nous allons les regrouper et ça va être comme dans la loi fédérale, plus un principe supplémentaire, l'imputabilité. »

Le gouvernement péquiste a fait ses preuves, affirme M. Landry en se référant à un sondage mené pour le compte du ministère de la Santé dans lequel 95 % des répondants se disaient satisfaits des soins reçus. L'une des importantes lacunes du réseau, également soulevée par le sondage, est plutôt l'accès aux soins. Le PQ s'engage à corriger ce problème en promettant notamment la mise en place de 300 groupes de médecine de famille d'ici 2005 et des heures prolongées dans les CSLC.

« Ce n'est pas que le système fonctionne parfaitement, que c'est facile de gérer la santé, mais nous avons réussi à maintenir une qualité à un haut niveau. Nous avons augmenté les budgets d'une année à l'autre grâce à notre gestion serrée des finances publiques et nous avons réussi à aller chercher à Ottawa, enfin, la moitié de ce dont nous avons besoin », s'est vanté le premier ministre hier.

Tel un traitement-choc, la santé a en effet bénéficié d'une enveloppe supplémentaire de 21,9 milliards entre les années 1998-1999 et 2003-2004, absorbant ainsi les deux tiers de la marge de manoeuvre du gouvernement.

Certaines décisions ont cependant été plus difficiles à gérer. Le virage ambulatoire, survenu au moment où le gouvernement a incité des milliers d'infirmières et de professionnels du réseau à profiter d'un programme de retraite anticipée, a fait mal au réseau.

Interrogé pour savoir s'il y avait eu des erreurs dans la planification de ce programme, M. Landry a reconnu le phénomène, affirmant que « quand on dépense autant de milliards par année, le parcours parfait, impeccable sans aucune erreur, ça fait partie du domaine du rêve ».

LE GRAND SOLDE DU PRINTEMPS KIA

AUCUN PAIEMENT PENDANT 12 MOIS*

OU

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT POUR UN MAXIMUM DE 48 MOIS[§] ET AUCUN PAIEMENT PENDANT 4 MOIS

OU

ACHETEZ MAINTENANT ET NOUS PAIERONS LA TPS**

Garantie Avantage Plus 5-5-5 KIA

LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE

GARANTIE DE BASE DE 5 ANS/100 000 KM

GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM

ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

KIA

Plus de caractéristiques, plus de style, plus pour votre argent

OBTENEZ-EN PLUS CE PRINTEMPS



PDSF : 12 350 \$* Modèle LS illustré†

RIO S 2003
La quatre-portes qui vous en donne plus

LOCATION À PARTIR DE **169 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE COMPTANT
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
FRAIS DE LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS

OU 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT ET AUCUN PAIEMENT PENDANT 4 MOIS

- Moteur 1,6 L DACT • Boîte manuelle à 5 vitesses
- Deux coussins gonflables • AM/FM/CD stéréo
- Poutrelles latérales d'impact en acier • Siège du conducteur avec support lombaire • Plus de 60 caractéristiques de série



PDSF : 15 950 \$** Modèle RX-V Commodité illustré†

RIO RX-V 2003
La cinq-portes dynamique et agréable à conduire

LOCATION À PARTIR DE **189 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
AVEC SEULEMENT **1 195 \$ DE COMPTANT**
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
FRAIS DE LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS

OU 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT ET AUCUN PAIEMENT PENDANT 4 MOIS

AVEC CLIMATISATION • Moteur 1,6 L DACT • Boîte manuelle à 5 vitesses • AM/FM/CD stéréo • Roues en alliage de 14 po • Direction assistée • Phares antibrouillard • Aileron de hayon arrière • Compte-tours • Colonne de direction inclinable • Siège arrière rabattable partagé 60/40 • Cache-bagages • Siège du conducteur réglable en hauteur • Et plus



PDSF : 21 895 \$** Modèle SE-V6 illustré†

MAGENTIS LX 2003
La luxueuse berline redessinée

LOCATION À PARTIR DE **239 \$*** PAR MOIS/48 MOIS
AVEC SEULEMENT **2 250 \$ DE COMPTANT**
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

OU 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT ET AUCUN PAIEMENT PENDANT 4 MOIS

- Moteur 2,4 L DACT • Boîte Steptronic à 4 vitesses • Deux coussins gonflables avec détecteur de présence pour passager
- Climatisation • Glaces et verrouillage de porte à commandes électriques • Rétroviseurs électriques chauffants
- AM/FM/CD stéréo • Régulateur de vitesse • Colonne de direction inclinable • Siège arrière rabattable partagé 60/40
- Siège du conducteur réglable en hauteur



PDSF : 24 995 \$** Modèle EX illustré†

SEDONA LX 2003
La mini-fourgonnette à l'indice de sécurité supérieur

LOCATION À PARTIR DE **239 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
AVEC SEULEMENT **3 850 \$ DE COMPTANT**
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

OU 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT ET AUCUN PAIEMENT PENDANT 4 MOIS

- Moteur 3,5 L V6 DACT • Boîte automatique à 5 vitesses • Climatisation avant et arrière • Régulateur de vitesse
- Glaces, verrouillage de porte et rétroviseurs latéraux chauffants à commandes électriques • AM/FM/CD stéréo
- Glaces opaques à l'arrière • Deux coussins gonflables • Dégivreur d'essuie-glaces • Deux portières coulissantes
- Colonne de direction inclinable • Capacité de 7 places • 8 porte-tasses • Et plus



PDSF : 16 795 \$** Modèle GSX illustré†

SPECTRA LS 2003
La compacte dotée de l'un des habitacles les plus spacieux

LOCATION À PARTIR DE **199 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
AVEC SEULEMENT **1 695 \$ DE COMPTANT**
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
FRAIS DE LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS

OU 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT ET AUCUN PAIEMENT PENDANT 4 MOIS

AVEC CLIMATISATION • Moteur 1,8 L DACT • Boîte manuelle à 5 vitesses • Glaces, verrouillage de porte et rétroviseurs latéraux chauffants à commandes électriques • Régulateur de vitesse • Deux coussins gonflables • Phares antibrouillard • Colonne de direction inclinable • Siège arrière rabattable partagé 60/40 • AM/FM/CD stéréo avec 6 haut-parleurs • Siège du conducteur réglable en hauteur • Ouverture à distance du coffre

Offre valable pour une période limitée chez votre concessionnaire Kia.

Albi le Céant Kia Mascouche (450) 474-3333	Boisvert Kia Blainville (450) 430-2223	Bourassa Kia Laval (450) 669-7040	Kia de Brossard Brossard (450) 671-5050	Kia de Drummondville Drummondville (819) 478-2655	Kia Gabriel Dollard des Ormes (514) 426-7777
Kia de Granby Granby (450) 777-0332	Gravel Kia St-Jean-sur-Richelieu (450) 347-2835	Kia Grenville Grenville (819) 242-0115	Joliette Kia S.C.B. Joliette (450) 752-1952	Kia Latreille Valleyfield (450) 370-1130	Kia des Laurentides Lafontaine (450) 438-4438
Kia Mario Blain McMasterville (450) 464-4551	Kia Montréal Montréal (514) 908-2300	Kia Repentigny Repentigny (450) 857-1031	Rive-Sud Kia Longueuil (450) 928-3000	Kia St-Eustache St-Eustache (450) 623-9004	Kia St-Hyacinthe St-Hyacinthe (450) 774-3444
Kia St-Léonard St-Léonard (514) 256-1010	Kia Serge Morand St-Constant (450) 635-4610	Kia de Sherbrooke Rock-Forest (819) 563-3737	Kia Trois-Rivières Trois-Rivières (819) 573-7300	Kia Victoriaville Victoriaville (819) 758-5050	Ville Marie Kia Montréal (514) 598-8800

D'autres options de location et de financement sont offertes. Pour tous renseignements, passez chez un concessionnaire. * Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada, et sont applicables aux modèles présentés : Rio S 2003 (ROS5413), Spectra LS 2003 (ST54A3), Rio RX-V 2003 (ROS5223), Sedona LX 2003 (SD7523) et Magentis LX 2003 (MS7413). Durée de location-bail de 60 mois applicable aux Rio S 2003 (ROS5413), Spectra LS 2003 (ST54A3), Rio RX-V 2003 (ROS5223) et Sedona LX 2003 (SD7523) et durée de location-bail de 48 mois applicable à la Magentis LX 2003 (MS7413), avec taux de financement annuels respectifs de 2,36 %, 1,89 %, 2,26 %, 3,13 % et 0,38 %; et versement initial ou équivalent d'échange de 0 \$, 1 695 \$, 1 195 \$, 3 850 \$ et 2 250 \$. Versement du premier mois de 169 \$, 199 \$, 189 \$, 239 \$ et 239 \$, plus frais de livraison et destination de 0 \$, 0 \$, 0 \$, 1 085 \$ et 930 \$ et frais d'acquisition de 350 \$ exigibles à la livraison. Obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 12 350 \$, 16 795 \$, 15 950 \$, 24 995 \$ et 21 895 \$, et se chiffre respectivement à 10 140 \$, 13 655 \$, 12 555 \$, 18 190 \$ et 13 722 \$. L'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 4 168,40 \$, 5 084,50 \$, 5 544,00 \$, 9 179,40 \$ et 8 383,75 \$, taxes en sus. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 \$ par kilomètre excédentaire. ** PDSF : Rio S 2003 à partir de 12 350 \$; Rio RX-V 2003 à partir de 15 950 \$; Spectra LS 2003 à partir de 16 795 \$; Sedona LX 2003 à partir de 24 995 \$ et Magentis LX 2003 à partir de 21 895 \$. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Le PDSF des modèles présentés figure ci-dessus. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes ne sont pas compris dans le PDSF, à moins d'indication contraire. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur. Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 36 ou 48 mois (variable en fonction du modèle des véhicules). Toutes les options de financement à l'achat excluent les frais de livraison et destination, plaques, assurances, frais d'administration et taxes applicables. § Exemple de financement à l'achat : pour un montant de 10 000 \$, à un taux de financement à l'achat de 0,0 % par année, pour une durée de 90 jours, le versement mensuel est de 0 \$, le coût d'emprunt pour les premiers 90 jours est de 0 \$, et le montant total dû après les 90 jours est encore de 10 000 \$. Après la durée de 90 jours, un montant de 10 000 \$, à un taux de financement de 0,0 %, donne des versements mensuels de 27,78 \$/208,33 \$ pour une durée de 36/48 mois; le coût d'emprunt est de 0 \$ pour un engagement de 10 000 \$. Exemple de financement à l'achat pour l'offre : aucun paiement pendant 12 mois : pour un montant de 10 000 \$, à un taux de financement à l'achat de 0,0 % par année, pour une durée de 11 mois, le versement mensuel est de 0 \$, le coût d'emprunt pour les premiers 11 mois est de 0 \$, et le montant total dû après les 11 mois est encore de 10 000 \$. Après la durée de 11 mois, un montant de 10 000 \$, à un taux de financement de 6,89 %, donne des versements mensuels de 238,95 \$ pour une durée de 48 mois; le coût d'emprunt est de 1 469,72 \$ pour un engagement de 11 469,72 \$. † Offre : Achetez maintenant et nous paierons la TPS s'applique seulement aux achats au comptant conclus et payés intégralement le jour de la transaction. L'offre ne s'applique pas aux achats financés par Services Financiers de Kia Canada. Un rabais de 7 % sera accordé en fonction du montant négocié (maximum de 7 % du PDSF). Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. ‡ Les modèles présentés sont légèrement différents des modèles illustrés. † Résultats des tests de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration). Pour tous renseignements, visitez www.nhtsa.dot.gov/ncap. Pour tous renseignements, consultez votre concessionnaire Kia participant. Offre d'une durée limitée. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation.

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Tirage du 2003-03-19

1 ^{er} numéro	2 ^e numéro	3 ^e numéro
856081	149341	288389
25 000 \$ décomposable	50 000 \$ décomposable	100 000 \$ décomposable

Numéros «Télé»

379536 021043 249872
non décomposable non décomposable non décomposable

649 Tirage du 2003-03-19

02 20 30 43 44 47
Complémentaire: (04)

419 Tirage du 2003-03-19

07 08 13 32 36 48
Complémentaire: (22)

Special Tirage du 2003-03-19

09 10 15 16 20 22 23 25 26 35
40 46 47 50 52 54 55 57 59 60

Châtelineau Tirage du 2003-03-19

3 4
833 2330

Extra Tirage du 2003-03-19

NUMÉRO
186332

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

CHASE MAINTENANT LE VENDREDI À 19 h SUR LE RÉSEAU TQS

Élections 2003

Évaluations environnementales: le PQ refilerait la note au privé

CHARLES CÔTÉ

S'IL EST RÉÉLU, le Parti québécois fera payer aux promoteurs de projets les frais liés à l'examen par le ministère de l'Environnement des études d'impacts environnementaux et leur accordera des permis seulement pour une période limitée, au lieu de certificats définitifs.

Ce sont deux des engagements qu'a pris le ministre de l'Environnement du gouvernement sortant, André Boisclair, à l'occasion de la conférence d'ouverture d'Americana, une foire commerciale sur les technologies de l'environnement.

La plateforme du PQ prévoit une réforme fondamentale de la Loi sur la qualité de l'environnement, pour la rendre à la fois plus sévère et moins lourde à administrer, dit M. Boisclair.

« Actuellement, la loi dit qu'il est interdit de polluer, sauf si on obtient un certificat d'autorisation, a expliqué le ministre. Il faut plutôt faire en sorte que les certificats soient

remplacés par des permis renouvelables pour s'assurer qu'on améliore continuellement les technologies et qu'on pollue le moins possible. »

M. Boisclair ajoute que le ministère de l'Environnement perd trop de temps actuellement à évaluer des technologies, alors que ce qui compte, c'est de fixer des objectifs de performance et laisser les choix technologiques au privé. « Il faut aller vers un contrôle des résultats », dit-il.

Cette nouvelle orientation permettra selon lui d'alléger les processus d'évaluation. « Je n'aime pas entendre le président d'Hydro-Québec me parler des délais qu'il doit affronter lorsqu'il présente des projets d'envergure », a affirmé M. Boisclair, en présence d'André Caillé, président d'Hydro et président d'honneur de la foire Americana.

L'approche préconisée par M. Boisclair rejoint en partie les préoccupations de l'ADQ, selon le porte-parole adéquate en matière d'environnement, Christian De Serres, candidat dans Outremont.

« Faire payer aux promoteurs les coûts des évaluations, c'est à envisager, mais je verrais plutôt un frais fixe, comme en Ontario, dit M. De Serres. Les permis au lieu des certificats d'autorisation, je suis totalement d'accord avec ce principe. C'est bon de s'ajuster tous les cinq ans. Mais il faut se débarrasser de la lourdeur administrative. Sauf que ce que ne dit pas M. Boisclair, c'est qu'il ne touchera pas à l'administrativité aigüe. »

Pleins gaz pour Hydro

De son côté, M. Caillé a réaffirmé la volonté de la société d'État de recourir aux centrales thermiques. « Nous souhaitons développer tout le potentiel hydroélectrique du Québec, mais nous souhaitons pouvoir compter sur la filière thermique », a-t-il insisté.

Hydro-Québec s'est vu refuser par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) le projet de centrale électrique au gaz naturel du Suroît, à Beauharnois, qui aurait fait à lui seul augmenter les émissions

de gaz à effet de serre (GES) du Québec de 2,5 %. La décision gouvernementale à ce sujet était toujours attendue.

Les propos de M. Caillé tranchaient avec ceux de David Anderson, ministre fédéral de l'Environnement, également présent à la conférence d'ouverture d'Americana. Citant son homologue britannique qui a fait prendre au Royaume-Uni un virage radical fondé sur l'efficacité énergétique maximale et les énergies renouvelables, il a affirmé que « d'ici 50 ans, le Canada devra avoir fait lui aussi un virage radical ».

« Nous devons nous pencher sur les contraintes freinant l'accès au réseau électrique de l'énergie provenant de sources renouvelables nouvelles, décentralisées et diverses, a dit M. Anderson. Nous devons nous pencher sur le besoin d'une démarche plus systématique pour évaluer les effets environnementaux relatifs des différentes sources d'électricité, par exemple les gaz à effet de serre associés aux nouveaux projets de production d'énergie. »

LA TOURNÉE DES CHEFS

Jour 9

PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)

Bernard Landry visite aujourd'hui la région Chaudière-Appalaches. Il fait un point de presse à 9 h sur la guerre en Irak et annule toutes ses activités en matinée. En après-midi, il fait une annonce dans un autre cégep, à Thetford Mines, en compagnie de Sylvain Simard, Linda Goupil et Marc Boulianne. Il termine la journée au souper des militants de Frontenac.

PARTI LIBÉRAL (PLQ)

Jean Charest fait un tour ce matin au comité électoral de Mégantic-Compton, à Lac-Mégantic. En après-midi, il visite l'Industrie Fournier, à Thetford-Mines, où il fait un point de presse. En soirée, il lance la campagne dans Arthabaska, à Victoriaville, avant de prendre l'avion pour Rimouski.

ACTION DÉMOCRATIQUE (ADQ)

Mario Dumont accorde une entrevue à 8 h 15 à la radio de Radio-Canada, à Montréal. À 9 h 30, il fait une annonce en compagnie de son porte-parole en matière de réforme des institutions et de démocratie à la place Jacques-Cartier. À midi, il visite l'école Wagar de Côte-Saint-Luc. Il rencontre ensuite les résidents du centre La Belle Époque de La Prairie. Il passe la soirée avec les militants de Huntingdon, à Saint-Rémi.

L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION

COURS CONTINUS & ATELIERS DE YOGA
PROGRAMME DE FORMATION ET DE CERTIFICATION DE PROFESSEURS DE YOGA



(514) 843-YOGA(9642)

C'est notre vente présaison SHARKS

du 20 au 30 mars

- Les plus grandes marques Hyperlite
- Connelly
- O'Brien
- HO-KD
- Jobe
- Liquid Force
- Quiksilver
- O'Neill
- Bare
- Neil Pryde
- Starboard
- Naish
- Billabong
- Voyez notre département kitesurf - planche à voile
- Renseignez-vous sur nos plans de location.

Ensemble de ski nautique corde et poignée
Courant : 299 \$
199 \$

Wakeboard avec fixations
Courant : 299 \$
179 \$

Poignée 15 po Wakeboard
Courant : 99 \$
69 \$

Corde 70 pi poly-4 sections
Courant : 69 \$
39 \$

Gants de ski nautique
1/2 prix

Vestes en néoprène
Courant : 149 \$
99 \$

Hommes-Femmes - Juniors
Très grand choix de vêtements isothermiques
(Plus de 2 000 en stock)

Partout au Québec

1 800 473-5543

Montréal et environs (450) 663-5543

313, boul. Cartier, Laval
sortie 7, aut. 15, 2 km à l'est

Achat - Vente - Location - Réparation

la Baie encore plus ce qu'il y a de mieux!

Du jeudi 20 au vendredi 28 mars

achat spécial 649 \$
Canapé Zapped

solde 799 \$
Canapé Paz
Ord. 1 299 \$

solde 799 \$
Canapé Peggy's Cove
Ord. 1 299 \$

solde 899 \$
Canapé Cappuccino
Ord. 1 399 \$

solde 999 \$
Canapé Au Natural avec housse
Ord. 1 599 \$

169⁹⁹
Lecteur DVD Sony
N° DVDP61.
Gratuit avec achat, le DVD L'Ère de glace (Ice Age).

199 \$
Téléviseur Panasonic
N° CT13R32.
33 cm (13 po), idéal dans la cuisine ou la chambre à coucher.

149 \$
Aspirateur Dirt Devil
Guide de rotation.
N° 0865.

99 \$
Micro-ondes Panasonic
de 23 l

946 \$
le duo
Lave-linge et sèche-linge
N° 56251/67251.
Ord. 1 198,96 \$.

solde 558 \$ **solde 388 \$**

988⁹⁸
Cuisinière Precision[™] de Beaumark[®]
N° 12791.
Ord. 1 299,98 \$.

577⁹⁸
Lave-vaisselle de grande contenance
Ord. 729,98 \$.

799 \$
Réfrigérateur classique Beaumark[®], 595 l
N° 34501.
Tant qu'il y en aura.

Sealy
699 \$ Grand lit
Duo-sommeil Comfortforme I

Sealy
799 \$ Grand lit
Duo-sommeil Comfortforme II à surmatelas

349 \$
Coin-repas Tempo de 5 pièces
Ord. 559 \$.

achat spécial 799 \$
Duo-sommeil Avalon de Simmons, format grand lit

349 \$
Lits superposés Mallory
Ord. 599 \$.

ne payez rien AVANT UN AN ou payez en 12 versements égaux, sans intérêt

MEUBLES GROS ÉLECTROS APPAREILS ÉLECTRONIQUES DUOS-SOMMEIL

Le « PROGRAMME DE PAIEMENT DIFFÉRÉ » est offert aux titulaires de la carte de crédit Hbc, la Baie ou Zellers à l'achat de certains articles et services et sur approbation du crédit. **Mode de fonctionnement :** Votre achat doit totaliser 200 \$ ou plus avant les taxes. Les frais suivants sont exigibles au moment de l'achat et ne seront pas différés : (a) des frais de surcoût de paiement de 45 \$ par transaction (sauf au Québec et en Nouvelle-Écosse); (b) toutes les taxes applicables; et (c) tous les frais additionnels liés à l'article acheté. Le paiement du reste de votre achat (qui doit être porté à votre compte de crédit Hbc, la Baie ou Zellers) sera différé et ce montant ne sera payable qu'à l'émission de votre relevé de compte d'avril 2004. Les montants payables sont assujettis aux conditions habituelles de votre compte; si vous effectuez vos paiements selon les modalités prévues, l'utilisation du programme pour régler votre achat n'entraînera pas d'autre coût que les frais de surcoût de paiement déjà réglés. Le taux d'intérêt appliqué à votre compte est de 2,4 % par mois (28,8 % par année). Si vous ne respectez pas les modalités liées à votre compte, la Baie ou Zellers se réserve le droit d'exiger le paiement complet du solde, y compris tout montant différé en vertu du « PROGRAMME DE PAIEMENT DIFFÉRÉ ». Pour plus de précisions, veuillez consulter un conseiller à la vente de la Baie. Possibilité de crédit instantané sur approbation. Le choix et les marques varient selon le magasin.

Le choix varie selon le magasin.

OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

la **Baie** encore plus

allez de l'avant!

notre promo de chaussures se poursuit!

jusqu'au dimanche 23 mars

ENCORE 4 JOURS...

pour profiter de notre plus grosse promo de chaussures de la saison.

25 % de rabais :

Aerosoles®, Naturalizer®, Rockport®, Clarks®, Westies de Nine West®, Franco Sarto, Florsheim®, Bostonian®, Sperry, Dockers®, Nike®, Reebok®, Tommy Hilfiger, Bandolino, Keds, Adidas®, Brooks®, Kangaroos, Etonic® et davantage!

Voici quelques unes de nos offres sensass!

achat spécial

19⁹⁹

sandale mode
en cuir véritable,
à talon compensé
Modèle Linda.

40 % de rabais

flâneur ToGo^{mc}
pour elle
Ord. 49 \$.
Solde 29 \$.



69⁹⁹

mules Studio ou Love Joy
de Nine West
Ord. 99,99 \$.



achat spécial

59⁹⁹

notre photo.
escarpin
Cirrus
de Naturalizer®
Aussi : richelieu
Calabogie.



30 % de rabais

sandale Nice n' Easy
d'Aerosoles®
Ord. 80 \$. Solde 54,99 \$



jusqu'à 40 % de rabais

sélection de chaussures
Rockport pour elle
Choix de 5 modèles.
Ord. 100 \$ à 135 \$.
Solde 69,99 \$
à 89,99 \$



35 \$ de rabais

chaussures confort Hush Puppies®
pour lui Ord. 115 \$. Solde 79,99 \$



50 \$ de rabais

chaussures de marche
Clarks® pour lui
Ord. 160 \$.
Solde 109,99 \$



40 \$ à 50 \$ de rabais

chaussures
Florsheim®
pour lui
Ord. 150 \$
à 170 \$.
Solde 99,99 \$
à 119,99 \$



50 % de rabais

chaussures de ville
Mantles^{mc} pour lui
Choix de 4 modèles.
Ord. 59,99 \$.
Solde 29,99 \$



achat spécial

109⁹⁹

chaussures City Walker d'Ecco®
en nubuck brun pour lui



30 \$ de rabais

chaussures Wolverine® pour lui
Ord. 110 \$ à 140 \$.
Solde 79,99 \$ à 109,99 \$



ENCORE
4 JOURS!

promo « c'est dans le sac »

Les sacs à main
dernier cri à portée
de prix!

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour », « Nouvellement réduit », « Atout griffé », « Achat spécial », ceux des rayons concédés et les nouveautés.



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT
VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

